



analyse

Par **Hosham Dawod**, anthropologue au CNRS, basé en Irak.

Photo ci-dessus :

Le commandant en chef des forces armées américaines en Irak, le général Petraeus, discute avec le chef tribal Abdel Sattar Abou Risha, l'un des fondateurs du mouvement de réveil tribal, le Sahwa, à Ramadié, en mars 2007. La stratégie opérationnelle de contre-insurrection mise en place par le général Petraeus était centrée sur une approche de terrain, favorisant le lien avec la population et les décideurs locaux. Les forces combattantes tribales, en tant que forces locales, constituaient un atout pour cette stratégie. (© AFP/ Patrick Baz)

Photo page de droite :

La tribu des Shammar, en 1911 en Irak. (© DR)



Des tribus en Irak : du général Petraeus à Nouri al-Maliki

Dans le langage courant, le terme « tribu », et plus encore celui de « tribalisme », forgés pour rendre compte de phénomènes fort divers, mais souvent opposés à la modernité, renvoient une image d'arriération. Il n'en reste pas moins qu'une partie des sociétés en Asie, en Afrique, a vécu et vit encore partiellement dans un monde où la tribu joue un rôle social et politique.

En Irak, on ne peut que relever un intérêt grandissant pour la tribu, au point de la déplacer au centre des relations sociétales, et les derniers événements liés à l'insurrection arabe sunnite dans l'Ouest du pays confirment cette tendance. Exit donc la posture folklorique que l'on attachait au terme de tribu et qui sous-tendait les images du guerrier fusil à la main, des razzias, de la solidarité sans faille, etc. Il convient désormais d'aborder ce phénomène en considérant des groupes sociopolitiques qui, tout en gardant une forme très définie, évoluent sans cesse. Une question surgit cependant : pourquoi des individus ont-ils été enclins, encouragés, ou même contraints à réaffirmer leur appartenance tribale (réelle ou fictive) ? Nous nous trouvons face à un phénomène de portée historique : la modernisation et la globalisation

n'ont pas forcément provoqué la disparition des structures particularistes, mais bien au contraire les ont stimulées.

Qu'est-ce qu'une tribu irakienne ?

La tribu classique fonctionne comme une mini-société, de taille très variable, regroupant en général quelques dizaines ou centaines de milliers de personnes. Elle est constituée de gens qui, à un certain niveau (de clan, faction, grande maison), se reconnaissent entre eux comme descendants d'une même origine (réelle ou fictive), venant d'une même région, et partageant ainsi le même sang (« idéologie » de la consanguinité). En Irak, comme ailleurs, le fait d'être parent crée des obligations, mais aussi des formes de solidarité utiles et efficaces pour régler les conflits, ou au contraire pour imposer



des sanctions. Ce processus crée, à l'intérieur de la tribu, des instances de médiation désignées ou imposées par la force. Territorialité, pouvoir, esprit de corps (*'asabiyya*) et instrumentalisation du rapport de parenté sont à l'origine de la réalité tribale qui avait cours dans les campagnes et les petites et moyennes villes jusque dans les années cinquante. Lorsque l'État irakien s'est imposé, les tribus ont dû s'en accommoder et négocier avec lui une partie de la gestion économique et sociale de leur territoire. Mais la souveraineté et la représentation des citoyens sont désormais devenues le cœur même de la légitimité de l'État.

Plusieurs types de tribus ont prévalu. Certaines ont évolué au cours de l'histoire, au point de devenir de grandes confédérations tribales avec des chefferies à l'intérieur desquelles s'impose une maison dirigeante. L'une des meilleures illustrations

“ La tribu s'est métamorphosée en termes de réalité sociale et territoriale, mais subsiste en termes de réalité culturelle et sociétale, et peut parfois émerger politiquement en cas de faiblesse de l'État ou par l'appel et l'encouragement de celui-ci, voire d'une force globale. ”



à ce sujet reste l'exemple de l'Arabie saoudite : ce sont les ascendants de la maison al-Saoud qui ont fait alliance avec le prédicateur religieux Mohammad ben Abd al-Wahhab, et ont unifié à trois reprises l'Arabie à laquelle ils ont accolé leur nom (l'Arabie saoudite). C'est là un cheminement classique, mais il y en a d'autres. Selon une autre typologie d'évolution, la tribu peut accompagner l'État, sans pour autant se substituer à lui. Mais, avec le temps, elle s'affaiblit au profit de celui-ci, lequel n'accepte pas, de nos jours, d'être concurrencé sur le terrain de la souveraineté et de la légitimité à représenter les citoyens ou les sujets, et qui, faute de pouvoir éradiquer la tribu, essaie de la subordonner. Selon une troisième typologie d'évolution du fait tribal, l'État tente d'éradiquer la tribu, militairement ou

Quand l'armée américaine découvre les tribus irakiennes

À partir de 2003-2004, le djihadisme s'est renforcé au point d'établir des fiefs dans les zones du Nord et de l'Ouest de l'Irak. À cette époque, un chef djihadiste, c'est un combattant militant, souvent d'origine étrangère, et son capital symbolique relève essentiellement d'une interprétation rigoriste d'un islam sunnite flottant au-dessus de la réalité ; il essaie de s'imposer au nom du sacré le plus abstrait. Dans ces conditions, il n'était pas facile pour la population de rejeter Al-Qaïda immédiatement au nom de la religion. Mais, lorsque ces djihadistes ont voulu subordonner les structures sociales et assujettir les chefs de tribu en s'imposant comme supérieurs au reste de la population, une brèche s'est alors ouverte dans laquelle les Américains se sont engouffrés.

En février 2006, le plasticage de deux mosquées d'imams chiites à Samarra a été l'étincelle qui fit éclater une quasi-guerre civile dans des régions entières du pays. Pour les États-Unis, l'heure est alors venue d'opérer un effort de guerre supplémentaire centré sur une nouvelle stratégie contre-insurrectionnelle. Le général David Petraeus, nommé commandant en chef des forces américaines en Irak, développa une approche de terrain (voir l'article sur « Les buts stratégiques des États-Unis en Irak » p. 82) :

d'une part, côtoyer la population, comprendre son mode de vie, renforcer, voire recréer la légitimité des gouvernances locales (notables, chefs de district, chefs de tribu, élite locale, etc.) ; d'autre part, renforcer la capacité opérationnelle des services de renseignement et des forces spéciales. 35 000 soldats supplémentaires furent dépêchés, et des moyens techniques et financiers considérables mis à la disposition du Général (effort de guerre dit « *surge* »). La nomination au poste d'ambassadeur à Bagdad (2007-2009), de Ryan Crocker, un expert chevronné du Moyen-Orient – surnommé « Lawrence d'Arabie » par le président George W. Bush –, était le signe de la volonté de la part de Washington de mettre en œuvre une stratégie au plus proche des réalités locales.

L'idée du général Petraeus à partir de 2006 était simple mais audacieuse : il est inutile dans une guerre asymétrique d'attaquer de front le djihadisme insurrectionnel et le terrorisme d'Al-Qaïda ; il est prioritaire de s'occuper de l'environnement social. Le général Petraeus disait ainsi : « Al-Qaïda est volatil, mais la population est stable ». Qu'importe que vous poursuiviez un djihadiste, si dix portes s'ouvrent devant lui la nuit pour le mettre à l'abri. C'est à ce défi que l'armée américaine s'est attaquée, en créant d'abord des forces politiques municipales autonomes et en accroissant la décentralisation. Ont ensuite été créées des forces de police, nationales mais largement ancrées localement. Puis des jeunes ont été recrutés au sein des tribus, en particulier parmi les anciens militaires, voire des ex-insurgés, afin de former des milices paramilitaires, le « Réveil » (« *Sahwa* », voir encadré p. 91).

L'US Central Command a décidé, en 2007, d'envoyer des dizaines d'anthropologues, pratique usuelle des armées américaine et occidentales des années vingt aux années soixante-dix, mais inédite en Irak. Avec un budget d'environ 40 millions de dollars par an, ces anthropologues, en majorité américains, furent recrutés avec pour mission précise de déconstruire les logiques sociales locales, de trouver les moyens d'instaurer une communication avec la population et de proposer aux militaires des méthodes pour circonscrire l'insurrection. En 2006, le général Petraeus s'est lui-même entouré d'un groupe de « chercheurs » dont l'ex-lieutenant-colonel de l'armée australienne, titulaire d'un PhD en sciences sociales, David Kilcullen, qui était, avec l'anthropologue Montgomery McFate, le pivot de cette équipe. Ce groupe, relayé par les anthropologues *embedded* (intégrés aux unités combattantes) du terrain, a repris en main tout ce qui avait été fait jusqu'alors de façon artisanale sur la question tribale par des officiers de l'armée américaine, notamment par le colonel Alan King : collecter, traiter, analyser des informations, etc. Rappelons que les anthropologues qui ont fait le choix de travailler auprès de l'armée américaine en Irak (mais aussi en Afghanistan, en Afrique), ont été massivement désavoués par l'immense majorité de leurs pairs aux États-Unis*. ■



Photo ci-dessus : Le 5 juin 2007, le docteur David Kilcullen (à gauche) discute avec un lieutenant colonel de l'armée américaine dans la ville de Yusufiyah, en Irak. Ex-colonel de l'armée australienne, titulaire d'un doctorat en sciences sociales, David Kilcullen était conseiller en contre-insurrection auprès du général David Petraeus, et faisait partie d'une équipe de chercheurs chargés notamment de trouver les moyens d'instaurer une communication avec la population. (© DoD/Chris McCann)

*Lire particulièrement l'article du grand anthropologue américain Marshall Sahlins dans *Anthropology Today*, vol. 27, n°3, 2011.



Photo ci-contre :

Le 22 novembre 2005, des cheiks irakiens et des soldats américains se lèvent durant l'hymne national irakien joué en l'honneur du transfert de pouvoir aux Irakiens dans la ville sunnite de Tikrit, ancien fief de Saddam Hussein, et l'un des principaux foyers de résistance à l'occupation américaine du pays. (©DoD/Danielle Howard)

par l'effet de la progressive évolution classique de la société, qui sape les bases matérielles et idéelles qui permettaient à la tribu sa reproduction. Parmi ces trois modèles, l'État irakien se rapproche du deuxième. La tribu s'est métamorphosée en termes de réalité sociale et territoriale, mais subsiste en termes de réalité culturelle et sociétale et peut parfois émerger politiquement en cas de faiblesse de l'État ou par l'appel et l'encouragement de celui-ci, voire d'une force globale (l'armée américaine hier, le gouvernement de Nouri al-Maliki aujourd'hui, voire les partis politiques d'opposition ou certains pays de la région).



Pour aller plus loin

- Hosham Dawod, *Tribus et pouvoirs en terre d'Islam*, Paris, Armand Colin, 2004.
- Maurice Godelier, *Les tribus dans l'histoire et face aux États*, Paris, éditions CNRS, 2010.
- Hosham Dawod (dir.), *La constante « Tribu » : variations arabomusulmanes*, Paris, Demopolis, 2013.

Les tribus s'adaptent et se métamorphosent

La tribu s'adapte, malgré les clichés qui la tiennent pour une survivance du passé et un signe de sous-développement, voire une modernisation inachevée. Quand les Américains ont envahi l'Irak, en 2003, ils ont cherché un chef d'État possible qu'ils ont trouvé en la personne de Ghazi al-Yawer, neveu du chef de la grande confédération tribale Shammar. Cette tribu s'étend du Nord-Ouest de l'Irak jusqu'aux portes de Riyad, en Arabie saoudite, et regroupe, selon ses membres, deux à trois millions de personnes (1). Fait intéressant, lorsque l'on feuillette le *curriculum vitae* de Ghazi al-Yawer, on s'aperçoit qu'il n'a absolument rien d'un chef de tribu au sens traditionnel que le romantisme européen garde vivace : il a fait ses études à Georgetown, il parle plusieurs langues, c'est un homme d'affaires avisé qui possède une société d'informatique dans la partie orientale de l'Arabie saoudite.

Les individus qui composent la tribu – après tant d'évolutions de la société et de l'État – ne se sentent plus guère redevables à son égard, et il ne subsiste plus de liens réels fonctionnels pour les réunir, si ce n'est au niveau infra-tribal (clans et grandes maisons). Mais dès que le besoin s'en fait sentir, lors d'un conflit par exemple – à l'intérieur ou à l'extérieur de la tribu – ou pour accéder à l'administration, on voit l'individu s'appuyer sur des rapports tribaux qu'on croyait totalement dépassés par les partis, et les courants politico-religieux

“ La tribu s'adapte, malgré les clichés qui la tiennent pour une survivance du passé et un signe de sous-développement, voire une modernisation inachevée. ”

contemporains. La plupart des polices locales, aussi bien dans les provinces sunnites que chiïtes, recrutent par une cooptation tribale locale. Ainsi la décentralisation, telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui en Irak, ajoute souvent à d'autres cloisonnements au lieu de favoriser la mobilité et la mixité de la population.

Une dernière remarque : malgré la réactivation du rôle politique et sécuritaire des tribus, la société irakienne ne se retribalise pas pour autant. La confusion trouve sa source dans la difficulté à comprendre le fait suivant : il y a des tribus en Irak, mais la société ne fonctionne pas sur une base tribale. Finalement, la tribu a perdu depuis longtemps la souveraineté sur ses membres et, largement, sur son propre territoire. Elle fonctionne néanmoins comme un rapport socioculturel capable d'être investi, assujéti, instrumentalisé et subordonné à une structure politique beaucoup plus englobante s'imposant à elle de l'extérieur. Ainsi, la souveraineté sur la personne et le territoire est depuis longtemps l'apanage des États. Sinon, il serait difficile de comprendre pourquoi la majorité des membres des tribus en Irak n'ont pas voté aux élections locales et nationales pour leurs chefs ou pour des membres de leur tribu.

Hosham Dawod

Note

(1) Plusieurs tribus importantes enjambent la frontière syro-irakienne. Shammar reste la plus importante de toutes : son territoire est immense. Il s'étend de Mossoul, au Nord de l'Irak, jusqu'à l'Irak central, où la tribu prend des colorations chiïtes (alors qu'elle est monochrome sunnite au Nord et en Arabie saoudite), en passant par le Nord-Est de la Syrie, et s'échoue aux portes de Riyad. D'ailleurs, la mère du roi d'Arabie, Abdallah ben Abdelaziz ben Saoud, est originaire de la branche Shammar en Syrie. Ainsi, il peut exister un lien de parenté lointain entre le nouveau chef des rebelles syriens, Mohammed 'Asi al-Jarba, et le roi d'Arabie !

Nouri al-Maliki et les tribus

Nouri al-Maliki, en poste depuis 2006, est lui aussi fortement impliqué dans la politique tribale. On le trouve quotidiennement auprès de chefs de tribu, son cabinet distribue généreusement de l'argent et offre son appui politique, ainsi que des armes légères, aux tribus fidèles (appelées dans le centre-Sud de l'Irak « Comités d'appui » – *Majalis al-Isnad* – et, en zones sunnites, suivant l'expression américaine, les « Fils de l'Irak », ou le « Réveil » – *Sahwa*). En retour, il attend tout naturellement allégeance et loyauté. Seulement il est impossible, comme ce fut le cas jadis sous Saddam, avec les Américains, ou aujourd'hui avec Maliki, de rallier toutes les tribus. Elles sont souvent en concurrence ou en conflit pour contrôler un espace ou distribuer des dividendes. Les déçus sont marginalisés et leurs chefs minorés. Les tribus commencent à aller chercher ailleurs d'autres appuis, que ce soit à l'intérieur de la région, du pays, voire à l'extérieur. Les dissensions étaient telles ces derniers temps que certaines tribus d'Al-Anbar ont accepté d'aider Al-Qaïda à s'infiltrer dans les villes sunnites (Falloujah et Ramadié). Les événements de début 2014 dans l'Ouest du pays ne font que confirmer les tendances lourdes que connaît la société irakienne : les tribus reviennent en force sur le devant de la scène, investies de l'extérieur (par l'État ou par des forces globales) dans un rôle politique et sécuritaire. ■